

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DE L'ACCORD CADRE

ACCORD CADRE DE FOURNITURES ET SERVICES

RELANCE – Accord cadre à bons de commande de fourniture des équipements de Protection Individuelle (EPI) pour les besoins de Ports de Lille et leur recyclage

Accord cadre passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE– C.C.I.H.D.F.
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 1. – OBJET DE L'ACCORD CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) pour les besoins de Ports de Lille ainsi que leur recyclage. Les livraisons des EPI doivent être effectuées à l'adresse suivante de Ports de Lille : Place Leroux de Fauquemont – CS91394 – 59014 Lille cedex

Quant aux enlèvements des EPI pour les besoins du recyclage, ils se feront au Lille Conteneurs Terminal (LCT) : 12^{ème} Rue – Port Fluvial de Lille – 59000 Lille

Les fournitures comprennent les EPI listés dans l'annexe 1 au CCTP. Le recyclage concerne ces mêmes EPI. Le candidat au lot 2 doit préciser dans son mémoire technique, les EPI recyclables.

L'annexe 5 permet de visualiser les dotations maximum remises à chaque salarié sur 3 ans en fonction de son poste de travail.

Cet accord cadre comprend deux (2) lots :

- Lot 1 : Fourniture des Equipements de Protection Individuelle (EPI) pour les besoins de Ports de Lille.
- Lot 2 : Recyclage des Equipements de Protection Individuelle (EPI) de Ports de Lille.

Il est précisé que l'attribution des deux lots est indépendante. L'attention du candidat est donc attirée sur le fait qu'il peut être attributaire d'un seul lot ou des deux lots. En remettant une offre pour un lot donné, il s'engage à réaliser les prestations dudit lot sans condition dès lors qu'il est désigné attributaire.

Chaque lot ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de :

- Lot 1 : 120 000,00€ HT sur une durée de 3 ans.
- Lot 2 : 20 000,00€ HT sur une durée de 3 ans.

La durée de l'accord cadre est de 3 ans. Cette durée court à compter de sa date de notification.

Les spécificités techniques de l'accord cadre sont décrites dans le CCTP.

NB : La présente consultation est une relance d'une précédente consultation déclarée sans suite pour infructuosité.

1.2 – Allotissement de l'accord cadre

L'accord cadre comprend deux (2) lots :

- Lot 1 : fourniture des Équipements de Protection Individuelle (EPI) pour les besoins de Ports de Lille.
- Lot 2 : recyclage des Équipements de Protection Individuelle (EPI) de Ports de Lille.

NB : *Il est précisé que l'attribution des deux lots est indépendante. L'attention du candidat est donc attirée sur le fait qu'il peut être attributaire d'un seul lot ou des deux lots. En remettant une offre pour un lot donné, il s'engage à réaliser les prestations dudit lot sans condition dès lors qu'il est désigné attributaire.*

1.3 – Dispositions générales

1.3.1 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant de l'accord cadre.

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

1.3.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord cadre est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire du ou des lots entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord cadre N° du ayant pour objet....."

Ceci concerne notamment les articles L2410-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français."

1.3.3 – Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.4 – Définition des parties contractantes

1.4.1 – Cotraitant

Pour le présent accord cadre, les titulaires de l'accord cadre sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité de l'accord cadre.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si l'accord cadre ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.4.2 – Représentation de l'entité adjudicatrice pour l'exécution de l'accord cadre

Pour l'exécution de l'accord cadre, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI Hauts de France.**

1.4.3 – Acheteur

L'Acheteur est :

Ports de Lille – CCI Hauts de France

Place Leroux de Fauquemont

CS 91394

59014 Lille cedex

1.5 – Autres obligations

1.5.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord cadre conformément aux articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Il est précisé qu'en matière de fournitures, la sous-traitance est interdite. Seules les prestations associées pourront être sous-traitées. Pour le lot 1, ne pourront être sous-traitées que les prestations associées à la fourniture des EPI (par exemple, le flocage).

En application des dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Ports de Lille CCIHDF, est payé directement, pour la partie de l'accord cadre public dont il assure l'exécution

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Ports de Lille C.C.I.H.D.F.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de l'accord cadre selon les modalités définies à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS 2021.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants et des articles 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En outre, il doit fournir les documents suivants à l'appui de sa demande :

- Formulaire DC4 dûment signé en original par le Titulaire et le sous-traitant. L'agrément n'est pas accordé lorsque les 2 signatures (Titulaire et sous-traitant) ne sont pas originales.
- Formulaire DC2 dûment rempli.
- Déclaration du Chiffre d'affaires des 3 dernières années.
- Déclaration des effectifs des 3 dernières années.
- Les principales références similaires à l'objet de l'accord cadre.
- Les qualifications et certificats éventuels : QUALIBAT, PRO BTP, Amiante.

- Extrait kbis de moins de 3 mois.
- Attestation d'assurance valide.
- Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois.
- Attestation de régularité fiscale.
- Avis de situation au répertoire SIRENE.
- RIB du sous-traitant.
- Fiche de demande de création fournisseur (le SIRET à indiquer dans cette fiche est le SIRET qui sera utilisé pour la transmission des factures sur Chorus Pro).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord cadre.

En cas de sous-traitance autorisée, le titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent en vertu de l'accord cadre.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels, notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

1.5.2 - Confidentialité – Protection des données à caractère personnel et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord cadre.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement

au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

c) Protection des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit RGPD, le Titulaire du présent accord cadre a la qualité de sous-traitant. A ce titre, il est autorisé à traiter des données à caractère personnel dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Il est précisé qu'il est interdit au Titulaire du présent accord cadre d'utiliser des données à caractère personnel éventuellement collectées pour une destination autre que l'exécution des missions qui lui sont confiées.

En cas de non-respect des règles, les pénalités prévues au présent CCAP seront appliquées.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la mise en œuvre d'autres mesures, notamment la résiliation de l'accord cadre pour faute du Titulaire. Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit d'engager des poursuites contre le Titulaire dans ce cas.

Le Titulaire présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles.

Il dispose des moyens suffisants pour respecter les clauses obligatoires prévues par l'article 28 RGPD.

ARTICLE 2. – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS 2021, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières

Pour chaque lot :

- L'acte d'engagement renseigné.
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) – non contractuel.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 – Spécificités techniques.
 - Annexe 2 – Liste d'échantillons à remettre dans l'offre.
 - Annexe 3 – Logo n°1 Ports de Lille.
 - Annexe 4 – Logo n°2 Ports de Lille.
 - Annexe 5 – Quantité maximum attribuée à chaque salarié en fonction de son poste.
- Le mémoire technique du Titulaire.

NB : Chaque lot de l'accord cadre sera signé électroniquement. Cette signature électronique sera exigée à l'attributaire de chaque lot.

2.2 – Pièces générales

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.3.1 du CCAP.

ARTICLE 3. – PRIX – RÈGLEMENT DANS LES COMPTES

3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG FCS 2021, il est précisé que le prix de l'accord cadre inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

3.1.2 – Calcul du montant

Les prestations faisant l'objet du présent accord cadre sont réglées, pour chaque lot, par application des prix unitaires indiqués dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

Il est rappelé que le candidat est réputé avoir inclut dans son prix, toutes les charges fiscales, parafiscales (impôts, taxes, frais de bouche, frais de déplacement, nettoyage du site, assurances...) et toutes autres charges nécessaires à la bonne exécution des prestations de l'accord cadre.

3.1.3 – Modalités de règlement des comptes

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement régulièrement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoient les articles R2192-13 du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque

centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

L'ensemble des entreprises titulaires de marchés publics ou d'accord cadre ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures de manière dématérialisée via Chorus Pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande/engagement.

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

3.2 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de l'accord cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 – Modalités de révision des prix

Pour chaque lot, les prix unitaires fixés dans le présent accord cadre sont révisables semestriellement suivant la formule suivante :

$$Pr = Po ((0,125) + (0,875 S/So))$$

Avec :

- Pr = Prix révisé
- Po = Prix d'origine
- 0,125 = Partie fixe
- 0,875 = Coefficient restant pour la partie révisable
- S = Valeur du dernier indice connue à la date de révision des prix
- So = Valeur de l'indice au mois M0

Les indices sont les suivants :

- Pour le lot 1 :
 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 14.1 – Articles d'habillement, à l'exclusion des fourrures – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764105 (Source INSEE).

- Pour le lot 2 :
 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – « CPF 38.11 – Collecte des déchets non dangereux – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764303 » (source INSEE).

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration de l'accord cadre et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles. Cette modification ne sera pas constatée nécessairement par avenant.

Les prix unitaires des prestations sont établis en tenant compte de toutes les sujétions pouvant découler de l'exécution des prestations quelles que soient les circonstances et hors les cas de force majeure reconnus par une juridiction compétente.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales. Le titulaire ne peut prétendre à une rémunération supplémentaire. Le paiement des prestations se fait dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

3.2.2 – Mois d'établissement des prix de l'accord cadre

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0) et figure en première page de l'acte d'engagement.

3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord cadre sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3 – Modalités de présentation du paiement

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références de l'accord cadre, de chaque avenant (éventuel), du bon de commande (éventuel) ;
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;

- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG FCS 2021 ;
- Le détail des prestations facturées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord cadre ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

ARTICLE 4. – DURÉE DE L'ACCORD CADRE ET DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉ, PRIMES ET RETENUES

4.1 – Durée de l'accord cadre – Délais d'exécution

La durée de l'accord cadre est de 3 ans à compter de sa date de notification.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG FCS 2021, le délai d'exécution des prestations court à compter de la demande de Ports de Lille par mail.

Les délais d'exécution de l'accord cadre seront précisés dans chaque bon de commande sur la base des délais fournis par le Titulaire dans son acte d'engagement.

4.2 – Pénalités

4.2.1 – Pénalités – Généralités

Les pénalités applicables sont les suivantes :

Par dérogation de l'article 14-1-1 du CCAG FCS 2021, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré sur simple constatation de l'entité adjudicatrice.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS 2021, Le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes de l'accord cadre ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord cadre ou du bon de commande.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en hors taxes.

4.2.2 – Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS 2021, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard en cas de non-respect des délais prévus dans l'accord cadre.

Par dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total dépasse les 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord cadre.

4.2.3 – Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution ou exécution non conforme des prestations, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €. En dépit de cette pénalité, il devra procéder à une exécution conforme des prestations dans les délais prescrits par l'Acheteur.

4.2.4 – Pénalités pour non-respect des règles relatives au RGPD

En cas de non-respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel (RGPD), une pénalité forfaitaire de 5 000 € sera appliquée.

L'application de cette pénalité ne fait pas obstacle à la prise d'autres mesures contraignantes comme la résiliation de l'accord cadre pour faute du Titulaire ou des poursuites judiciaires.

4.2.5 – Sous-traitance

Conformément à l'article 1.5.1 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'entité adjudicatrice le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande. En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

NB : Il est rappelé que la sous-traitance est interdite en marché de fournitures. Seules certaines prestations du lot 1 (flocage par exemple) pourront être sous-traitées.

4.2.4 – Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 1.3.3 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances à l'entité adjudicatrice dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord cadre.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

ARTICLE 5. – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance pourrait être accordée au Titulaire lorsque les conditions prévues par le Code de la commande publique sont remplies : bon de commande supérieur ou égal 50 000,00€ HT et un délai d'exécution supérieur à 3 mois.

ARTICLE 6. – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à mettre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le CCTP.

Les modalités d'exécution de la mission sont fixées par ailleurs au CCTP.

ARTICLE 7. – MODALITÉS D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Pour chaque commande livrée, l'entité adjudicatrice opère des vérifications quantitatives et qualitatives conformément aux articles 27 et suivants du CCAG FCS 2021.

L'entité adjudicatrice contrôlera la conformité entre la quantité des EPI livrés et la demande qu'elle a faite.

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS 2021, les vérifications qualitatives seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date où les EPI ont été effectivement livrés à Ports de Lille. Elles ont pour but de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord cadre et du bon de commande.

Si la quantité ou la qualité des fournitures n'est pas conforme aux stipulations de l'accord cadre ou de la commande, l'entité adjudicatrice pourra mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- Soit de reprendre la marchandise non conforme et/ou de remplacer les fournitures défectueuses.
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

Les frais de manutention et de transport, éventuellement entraînés par l'ajournement ou le rejet des prestations seront supportés par le titulaire.

En cas de marchandise défectueuse, non conforme ou de mauvaise qualité, le titulaire s'engage à remplacer le produit dans les plus brefs délais.

ARTICLE 8. – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-FCS 2021 (articles 38 à 45) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'entité adjudicatrice décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 42 du CCAG-FCS 2021, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

8.2 – Résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS 2021, si le présent accord cadre est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'accord cadre est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 5%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévues aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant. Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

8.3 – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS 2021, l'entité adjudicatrice peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9. – DIFFÉRENDS ET LITIGES

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG FCS 2021, le délai laissé à l'entité adjudicatrice pour notifier sa décision motivée sur un mémoire en réclamation est fixé à trois mois.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 10. – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG FCS 2021
2	Pièces constitutives de l'accord cadre	4.1
4.1	Durée de l'accord cadre – Délais d'exécution	13.1.2
4.2.1	Pénalités - Généralités	14.1.1 et 14.1.2, 14.1.3
4.2.2	Pénalités pour retard d'exécution	14 et 14.1.3
8	Résiliation	Chapitre 7 (articles 38 à 45)
8.2	Résiliation de l'accord cadre aux torts du Titulaire	43.3
8.3	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	45.1
9	Différends et litiges	46.3

A Le.....

Le Titulaire

Signature + cachet précédé de « Lu et approuvé »